

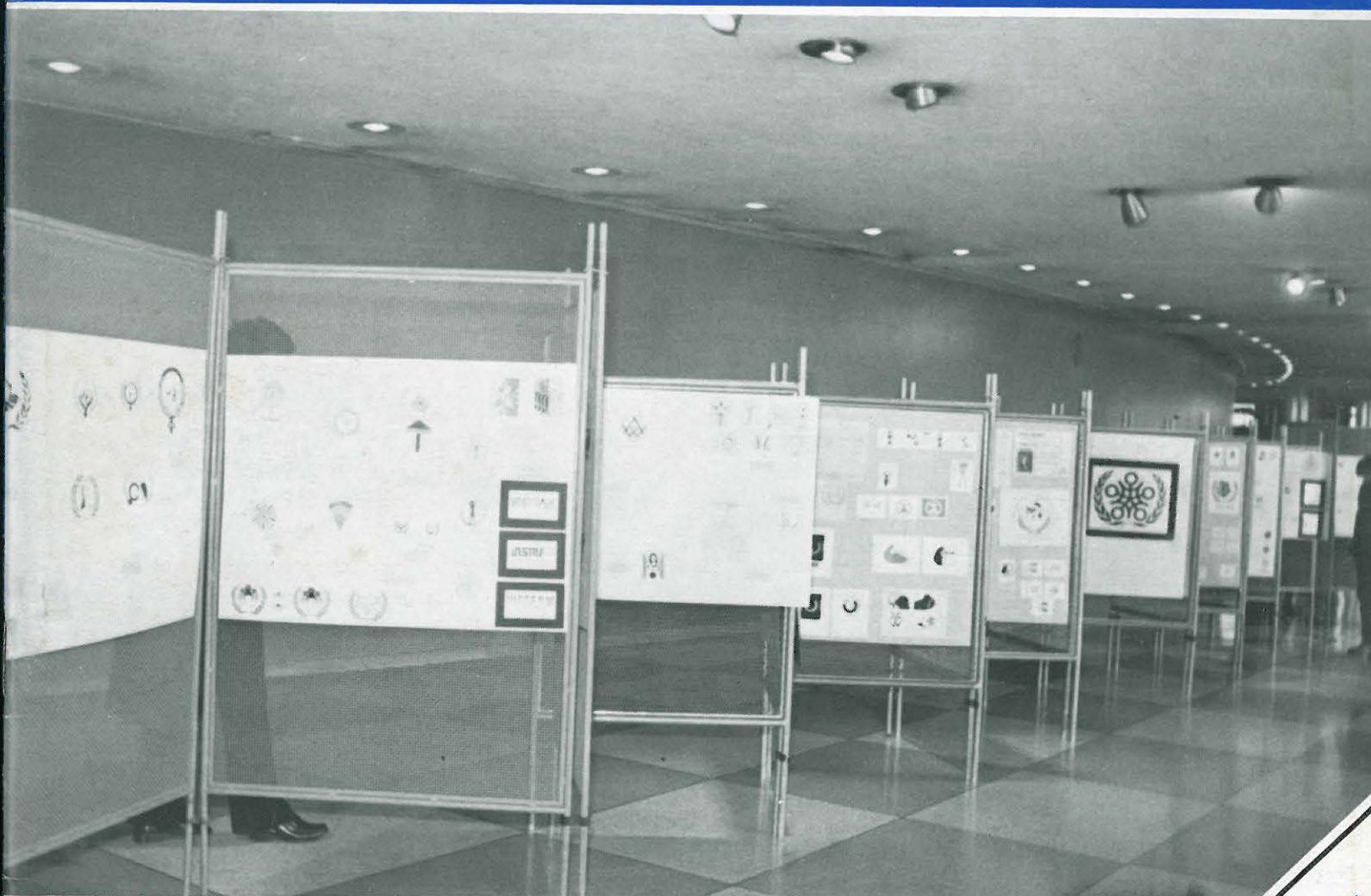


# INSTRAW

# nouvelles

FEMMES ET DEVELOPEMENT

VOL. I No. 3 DECEMBRE 1984



Exposition de l'emblème de l'INSTRAW dans le Hall du Bâtiment de l'Assemblée générale.

**INSTITUT INTERNATIONAL  
DE RECHERCHE ET DE FORMATION  
DES NATIONS UNIES  
POUR LA PROMOTION  
DE LA FEMME  
(INSTRAW)**

1984 I  
INS-GLO  
FR

UN EMBLEME OFFICIEL POUR L'INSTRAW



## L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (INSTRAW)

L'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies a été créé par le Conseil économique et social —Résolution du Conseil 1998 (LX) du 12 mai 1976— conformément à une décision antérieure de l'Assemblée générale —Résolution 3520 (XXX) du 15 décembre 1975— basée sur une recommandation de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en 1975.

L'Institut est un organe autonome au sein de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la Charte des Nations Unies, il a été créé comme un instrument international visant à effectuer des études, établir des programmes de formation et diffuser des informations pour mobiliser les femmes en vue de leur participation au développement.

## Objectifs et Fonctions

L'Institut a pour objectifs de stimuler et de faciliter, par la recherche, la formation, la collecte et l'échange d'information, les efforts des organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales en faveur de la promotion de la femme et de son intégration au développement, à la fois comme participante et comme bénéficiaire. En conséquence, les fonctions principales de l'Institut sont les suivantes:

Entreprendre des recherches et des études axées sur l'action concrète en vue de favoriser l'intégration et la participation actives des femmes au processus de développement. Ces activités accorderont une attention toute particulière aux problèmes que confrontent les femmes dans les pays en développement et permettront à celles-ci de participer à tous les niveaux de conception, élaboration et mise en oeuvre de ces activités;

Mettre sur pied des activités de formation, telles qu'un programme de bourses et des services consultatifs, afin de susciter une prise de conscience concernant les questions relatives aux femmes et au développement. L'Institut s'efforcera également d'obtenir une participation égale des femmes dans tous les domaines de la vie sociale et économique et les encouragera à s'adapter aux changements rapides de la société actuelle;

Créer et maintenir un système d'information, de documentation et de communication, afin que l'Institut puisse diffuser sur le plan mondial les informations relatives aux questions féminines.

En vue de réaliser ses objectifs, l'Institut travaille en étroite collaboration et de façon coordonnée avec les instituts, centres de recherche et d'autres organismes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

L'Institut est placé sous l'autorité d'un Conseil d'administration qui se réunit une fois par an. Il se compose de 11 membres provenant de différentes régions du monde et qui sont désignés par le Conseil économique et social sur proposition des Etats. Chaque membre du Conseil siège à titre personnel pour une période de trois ans; son mandat peut être reconduit une fois seulement par le Conseil économique et social.

## Les Directeurs des Instituts de Formation, Recherche et Planification des Nations Unies Discutent de Méthodes Nouvelles de Formation

Le but des réunions annuelles ordinaires des Directeurs des Instituts de formation, recherche et planification des Nations Unies est de promouvoir la coopération entre les instituts qui appartiennent au système des Nations Unies grâce à l'échange d'information et à la discussion de sujets qui les intéressent tous.

Le thème central de la dix-neuvième réunion qui s'est tenue à Genève du 11 au 12 juillet 1984 traitait de la formation, dans le but d'étendre les activités de formation des Instituts de Recherche et de formation des Nations Unies, qui sont insuffisamment développés à cause du coût élevé de la formation, des techniques inappropriées et d'autres facteurs limitants.

Une attention toute particulière a été accordée aux nouvelles méthodes et techniques de formation qui pourraient être appliquées dans les localités dotées de moyens institutionnels insuffisants. Il s'agit de programmes de formation par modules, la formation à distance, l'enseignement par ordinateur ainsi que la possibilité de combiner les méthodes traditionnelles et celles qui viennent de surgir. On a également examiné les stratégies qui visent à fournir l'appui nécessaire aux instituts de formation et de recherche dans les pays en voie de développement.

L'INSTRAW y était représenté par sa Directrice, Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, qui a exposé aux participants les principes directeurs concernant les activités de formation de l'INSTRAW, lesquelles font appel aussi bien aux techniques de formation conventionnelles qu'aux moyens les plus modernes pour la préparation des femmes.

Afin de satisfaire la demande croissante de formation féminine, il est indispensable de tenir compte, lors de l'élaboration des

stratégies et des techniques de formation d'avant-garde, de l'étroite relation qui existe entre la recherche et la formation ainsi que des possibilités d'utilisation au maximum des structures institutionnelles existantes dans le but d'accroître l'effectivité et la productivité des efforts de formation. Les programmes de recherche et de formation de l'Institut sont donc intimement liés, ce qui veut dire que la plupart des projets de recherche contiennent une composante de formation et qu'à son tour, le programme vise à incorporer une composante de recherche dans tout projet de formation afin de déterminer les besoins de formation et d'en évaluer les résultats. Dans ses efforts pour tirer profit des structures institutionnelles existantes et pour mener à bon terme son programme de formation, l'Institut applique les principes suivants:

i) *Opérer par le biais de réseaux d'institutions locales, nationales et régionales dont le travail est ainsi mis en relief.* Si on tire profit des structures institutionnelles existantes, on peut utiliser les ressources avec le maximum d'efficacité et de productivité et les responsabilités se trouvent décentralisées et partagées. Le travail au sein des réseaux permet à l'Institut, ainsi qu'aux autres organisations et agences intergouvernementales, gouvernementales et non-gouvernementales de développer et de réaliser des programmes de formation. Il renforce les instituts de recherche et de formation existantes, aussi bien locaux que régionaux, et favorise, là où ceux-ci n'existent pas, le développement de nouvelles structures pour la formation.

ii) *Mettre l'accent sur la formation de formateurs afin d'obtenir un effet multiplicateur.* La formation de formateurs est

importante pour obtenir un effet multiplicateur et assurer que toute l'attention nécessaire soit accordée aux femmes dans les activités présentes et futures de formation.

iii) *Donner la priorité à la formation "sur place" afin de stimuler la participation de la base.* La formation *sur place* garantit que celle-ci est adaptée aux conditions locales et qu'elle utilise les ressources et les compétences locales. Ce qui rend possible ce type de formation est le fait de travailler avec les organisations locales tant formelles qu'informelles, les instituts de développement, les institutions et le personnel d'enseignement, qui, connaissant à fond les conditions locales, peuvent par là-même fournir la perspective nécessaire à l'élaboration de stratégies appropriées permettant une formation effective. La formation "sur place" permet également d'encourager la création, l'expansion et le renforcement de centres locaux et de coopératives de formation et d'utiliser les mécanismes locaux pour renforcer les objectifs de formation.

iv) *Jouer un rôle de catalyseur pour influencer les activités de formation des organismes du système des Nations Unies et des organisations extérieures.* L'Institut fonctionne comme catalyseur afin de garantir que les questions liées aux femmes et au développement soient intégrées aux activités présentes et futures des organisations appartenant aux Nations Unies aussi bien que de celles qui leur sont extérieures.

L'application de ces principes permettra, nous le souhaitons, de renforcer la coopération de l'INSTRAW avec l'ensemble des instituts de recherche, de formation et de planification des Nations Unies, coopération qui a constitué le principal thème de discussion de cette réunion.

# Libre Cours aux Activités Concernant les Femmes et l'Eau

Deux réunions supplémentaires sur le thème des Femmes et l'Eau ont été organisées cette année après que la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) et la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme (Mexico 1975) ont adopté une résolution qui demandait instamment aux Etats membres d'encourager la participation pleine des femmes à la planification, l'exécution et l'application de projets techniques d'approvisionnement en eau.

En mars 1983, l'INSTRAW a tenu au Caire, en Egypte, son Séminaire interrégional sur les femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (IDWSSD) (Voir INSTRAW Nouvelles No. 2, page 8). Une de ses conséquences immédiates a été le symposium intitulé "La décennie de l'eau: Hommes, femmes et institutions face aux problèmes de l'eau et du développement", organisé par la Centre international d'information (IRC) à Amsterdam en juin 1984.

Parmi les autres réunions sur ce thème, les deux plus récentes ont définitivement lancé les activités concernant les femmes et l'eau; il s'agit de la *troisième réunion du "Groupe d'études inter-organisations sur la femme et l'IDWSSD"* et le *"Séminaire sur les problèmes des femmes concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement"*, convoqué par le Centre international de recherches sur le développement (IDRC).

Le *"Groupe d'études inter-organisations sur la femme et l'IDWSSD"* s'est réuni les 2 et 3 juillet 1984 à New York; l'INSTRAW et UNICEF en ont conjointement assuré le Secrétariat.

Les points principaux qui y ont été discutés étaient les suivants: préparation d'un plan de travail pour les femmes et l'IDWSSD, rédaction d'un document concernant les façons d'intégrer les femmes aux activités liées à l'approvisionnement en eau et l'assai-

nissement, et la participation du Groupe d'études à la Conférence mondiale pour la révision et l'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui aura lieu en 1985.

Le plan de travail préparé par l'INSTRAW devait inclure un aperçu des activités présentes et futures des institutions et organismes des Nations Unies dans le domaine de l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

La contribution préparée par UNICEF contient des suggestions quant à l'intégration des femmes aux activités liées à l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, en insistant particulièrement sur la participation des femmes aux cycles des projets au niveau communautaire. Il convient de noter que les responsables de la mise en oeuvre de ces projets constituent le public-cible.

Quant à la participation à la Conférence mondiale de Nairobi, il a été décidé que l'INSTRAW serait responsable pour la rédaction d'un document de base sur les femmes et l'IDWSSD, ainsi que pour l'organisation d'une discussion de panel parmi les ONG sur le thème des femmes et de l'eau.

Le Séminaire du IDRC sur les problèmes des femmes concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement, qui s'est réalisé à Manille du 24 au 26 septembre 1984, s'est consacré à l'identification et la discussion de stratégies visant à renforcer les rôles des femmes et à poursuivre des efforts communs dans le domaine des activités liées à l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.

Les objectifs spécifiques du Séminaire étaient les suivants: a) Faire le point sur les programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans lesquels les femmes ont joué un rôle prépondérant ou ont, au moins, participé activement; b) identifier et discuter les problèmes et obstacles qui empêchent une participation active des femmes dans la planification

et l'exécution de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays en voie de développement; c) discuter des stratégies visant à vaincre ces obstacles et convertir ces stratégies en projets pouvant être adaptés à la situation des pays du Tiers Monde; et d) organiser un réseau informel d'échanges d'information et de connaissances techniques parmi les directrices de projets dans les pays en voie de développement.

Tout comme le Centre international d'information, les responsables du Centre international de recherches sur le développement ont considéré que ce Séminaire constituait un important résultat de l'IDWSSD de l'INSTRAW, ainsi que du Symposium de l'ICR lui-même. Ils pensent également que ce Séminaire sera un excellent point de départ pour le débat des ONG qui est prévu pour juillet 1985 à Nairobi, en guise de conclusion de la Conférence sur la Décennie de la femme.

Photo: NU/Caracciolo/Banoun



"Petite fille cherchant de l'eau à un puits équipé d'une pompe, Kinkala, Brazzaville".

# Les Femmes dans le Développement Industriel

Un atelier conjoint de l'INSTRAW et de l'ONUDI en vue de préparer un programme de modules pour la formation des femmes dans le domaine du développement industriel a eu lieu à Vienne, du 3 au 7 décembre 1984. Son objectif était de contribuer à la recherche d'un programme de formation plus approprié pour améliorer les capacités et les connaissances des femmes dans le domaine du développement industriel, particulièrement dans le cadre des industries à échelle micro, petite et moyenne. Grâce à la comparaison des programmes de formation industrielle existant actuellement avec une étude des besoins réels des femmes occupant des positions techniques et administratives, on espère avoir pu mettre l'accent sur les besoins spécifiques de formation des femmes dans ces situations.

Les résultats de cet atelier serviront de base à la préparation de matériel de formation par l'ONUDI et l'INSTRAW, conjointement. Ce matériel est destiné à accroître la formation des femmes occupant des positions techniques et administratives.

L'atelier est un résultat de deux efforts de coopération entre l'ONUDI et l'INSTRAW. Une enquête avait été menée quant aux activités de l'ONUDI sur le terrain afin d'examiner les pro-

jets qui ont eu une influence positive sur les femmes et qui pouvaient servir de modèles pour la préparation de futurs projets. Il s'agissait également de déterminer les éléments importants pour les femmes qui avaient été ignorés dans le passé, afin de les mettre en relief dans les recommandations d'action future. De façon simultanée, une étude supplémentaire a été entreprise

en vue de renforcer la formation des femmes chefs d'entreprise dans le domaine industriel, par le biais d'analyses de faisabilité de séminaires, la préparation de matériel de formation et l'étude des possibilités de coopération entre les organismes et les institutions engagés dans la formation de formateurs dans le domaine du développement industriel.

Photo: NU/George Frayne Jr.



Conserverie de légumes, Maseru, Lesotho.

## Réunion Consultative sur "Le Rôle de la Femme dans les Relations Economiques Internationales"

Du 17 au 22 septembre 1984 l'INSTRAW a convoqué, à son siège permanent de Saint-Dominique, en République Dominicaine, une réunion consultative avec les auteurs d'une série d'études sur "Le rôle de la femme dans les relations économiques internationales", ainsi qu'avec des experts dans ce domaine.

Cette réunion fait partie d'un projet sur ce thème exécuté par l'Institut, suite à une décision

prise par son Conseil d'administration lors de sa troisième session, tel qu'il a été mentionné dans INSTRAW Nouvelles, No. 2, 1984 (Page 6 = Cinq études).

La réunion visait à reprendre ces études et à examiner leurs idées et conclusions afin d'élaborer des principes directeurs pour leur intégration dans une analyse complète du rôle de la femme dans les relations économiques

internationales, en insistant particulièrement sur l'analyse des liens qui existent entre les niveaux macro et micro de l'économie et leur impact sur le rôle et la situation des femmes.

L'Institut avait préparé une sélection bibliographique en vue de cette réunion, composée de documents disponibles dans les organisations du système des Nations Unies et dans les organismes extérieurs sur les différents

thèmes liés au rôle de la femme dans les relations économiques internationales et analysés dans ladite série d'études.

Les débats de la réunion se sont déroulés en séances plénières et les participants suivants ont été élus membres du Bureau: Modérateur: Ifigenia Martínez, du Mexique; Assistant: Philippe de Seynes, de France; et le Rapporteur: Surendra Patel, de l'Inde.

Une partie considérable de la réunion a été consacrée à un échange de vues et à la discussion, aboutissant à un schéma accompagné de commentaires en vue de la rédaction d'un rapport final sur le rôle de la femme dans le développement et dans la coopération économique internationale en fonction des liens qui existent entre les aspects macro et micro de l'économie.

Ce schéma et ces commentaires ont été préparés à partir des études réalisées par plusieurs institutions et personnes, études qui avaient été discutées de façon approfondie par la réunion consultative. Ledit schéma recueille également les conclusions fournies par les travaux de recherche.

Le Rapport final devrait insister sur le besoin d'une approche différente au développement, dans laquelle les besoins de la population et les droits de l'homme seraient pris en considération dans le cadre et dans l'intérêt des économies nationales, la souveraineté des Etats et l'interdépendance globale.

Le schéma du Rapport final incluait deux parties principales; la première était intitulée "La situation changeante des femmes

dans la société mondiale", avec les thèmes suivants: Les femmes dans la société mondiale, l'impact de la crise actuelle, Technologie, Agriculture, Industrie, Commerce, et Courants monétaires et financiers.

La deuxième partie, intitulée "Vers des stratégies de développement intégré", couvrirait des thèmes tels que le besoin d'une réévaluation, les éléments de stratégies nouvelles et des propositions pour la négociation et pour une étude plus approfondie.

Il a été accordé au cours des discussions que les auteurs des études réviseraient leurs textes préliminaires présentés à la réunion en vue de tenir compte des points suivants: a) Le cadre de référence indiqué à l'origine par l'Institut; b) Les discussions, commentaires, remarques et suggestions exprimés au cours de la réunion. L'Institut prévoit la réception de la version finale révisée de ces études pour la fin de 1984.

Les experts ont proposé une série de mesures, telles que la présentation d'un rapport final à un comité ou groupe de personnalités afin de recueillir leur opinion quant à la mise en oeuvre la plus effective de ses recommandations.

Par exemple, ils pourraient suggérer que le rapport publié soit distribué universellement par le biais d'une série d'accords régionaux. Ainsi, le rapport pourrait être disponible simultanément en plusieurs langues pour les Gouvernements, les corps législatifs, les institutions sociales et économiques, les établissements d'enseignement supérieur, les autres ONG, les associations de femmes et autres organisations de base. Plusieurs autres mesures peuvent également être prises en ligne de compte, telles que la possibilité de réunir un groupe d'experts pour l'étude détaillée du rapport, afin de concrétiser ses propositions et recommandations.

Photo: INSTRAW/Isidro Méndez



Participants à la réunion consultative sur Le Rôle de la Femme dans les Relations Economiques Internationales.

# Colombie: Atelier sur la Femme du Tiers Monde

Le Centre d'études du développement économique (CEDE) de l'Université de Colombie a réuni un groupe de chercheurs du Tiers Monde spécialisés dans les problèmes des femmes dans un atelier intitulé "La femme du Tiers Monde", qui s'est tenu à Bogota, en Colombie, du 6 au 11 août 1984.

L'objectif primaire de l'atelier visait à établir un réseau de travail de recherche *sur* et *par* les femmes du Tiers Monde. Un autre objectif était de formuler les principes directeurs des recherches dans les domaines de: i) la femme et la santé; ii) idéologie et mass media; iii) reproduction et tâches ménagères. Il fut décidé que ces principes directeurs seraient approfondis prochainement.

Quatorze chargées de recherche en provenance de plusieurs pays en voie de développement ont participé à cette réunion. Dix-sept travaux de recherche

ont été présentés qui portaient sur les thèmes suivants de l'ordre du jour: a) les femmes en tant que force de travail; b) la femme et les conditions de vie; c) la femme et l'idéologie.

Les discussions ont été axées en premier lieu sur le besoin de faire le point sur ces trois domaines de recherche consacrés aux femmes.

Un autre thème de discussion, d'intérêt capital pour les participants, a été le manque d'accès à l'information pour les femmes chargées de recherche du Tiers Monde.

On a donc discuté la possibilité d'établir un système de réseau de communication pour améliorer les communications entre chercheurs ou sur les problèmes des femmes. L'objectif principal de ce réseau serait: créer un lien entre chercheurs sur les problèmes de la femme dans les pays en voie de développement, promouvoir et appuyer

les activités des chercheurs qui travaillent avec les femmes dans les pays du Tiers Monde. Ceci permettrait l'échange de publications, projets, méthodes et instruments de travail sur le terrain.

On a également envisagé la création d'un certain nombre de centres d'information sur une base régionale qui serviraient de points convergents pour ce réseau de communication. C'est ainsi que le CEDE semble pouvoir être un centre pour l'Amérique du Sud.

L'Egypte fut proposée comme centre pour l'Afrique et plusieurs centres furent examinés pour l'Asie.

Au cours de la réunion on a mentionné la possibilité que l'INSTRAW intervienne comme coordinateur international de ces centres régionaux une fois qu'ils auront été créés.

L'INSTRAW était représenté par Zineb T. Benjelloun Assistante de Recherche.

## Réunion du Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le Développement

Le 20 novembre s'est terminée la Réunion du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ont participé à la réunion les Représentants résidents du PNUD accrédités auprès des différents pays de la région, ainsi que les Représentants des organismes spécialisés des Nations Unies qui opèrent en Amérique latine et aux Caraïbes.

Au cours de la réunion les participants ont discuté de thèmes prioritaires pour le développement de la région, à savoir: la modernisation et la rationalisation de l'initiative d'Etat, l'élimination de la pauvreté et le transfert technologique.

L'accent a été mis tout particulièrement sur le besoin de coordonner localement toutes les

activités du système des Nations Unies et sur le rôle central que doivent jouer les bureaux du PNUD dans les différents pays en tant que catalyseurs de l'orientation et du contrôle des activités du système des Nations Unies.

On a également insisté sur la nécessité de diriger l'action du Système vers les couches les moins favorisées de la population, situées dans les zones urbaines et rurales.

A cet égard, la PNUD concentrera de plus ses efforts sur l'identification de projets et sur la promotion d'initiatives visant à renforcer les capacités techniques, financières et opérationnelles des institutions liées directement au problème de la pauvreté.

Le PNUD donnera également tout son soutien au processus de développement et d'adaptation

de technologies qui puissent être utilisées dans les activités productives des couches les plus défavorisées de la population.

Au cours de la réunion l'INSTRAW a présenté son document concernant la femme et le développement. Les participantes à la réunion ont visité les locaux de l'Institut le 15 novembre.



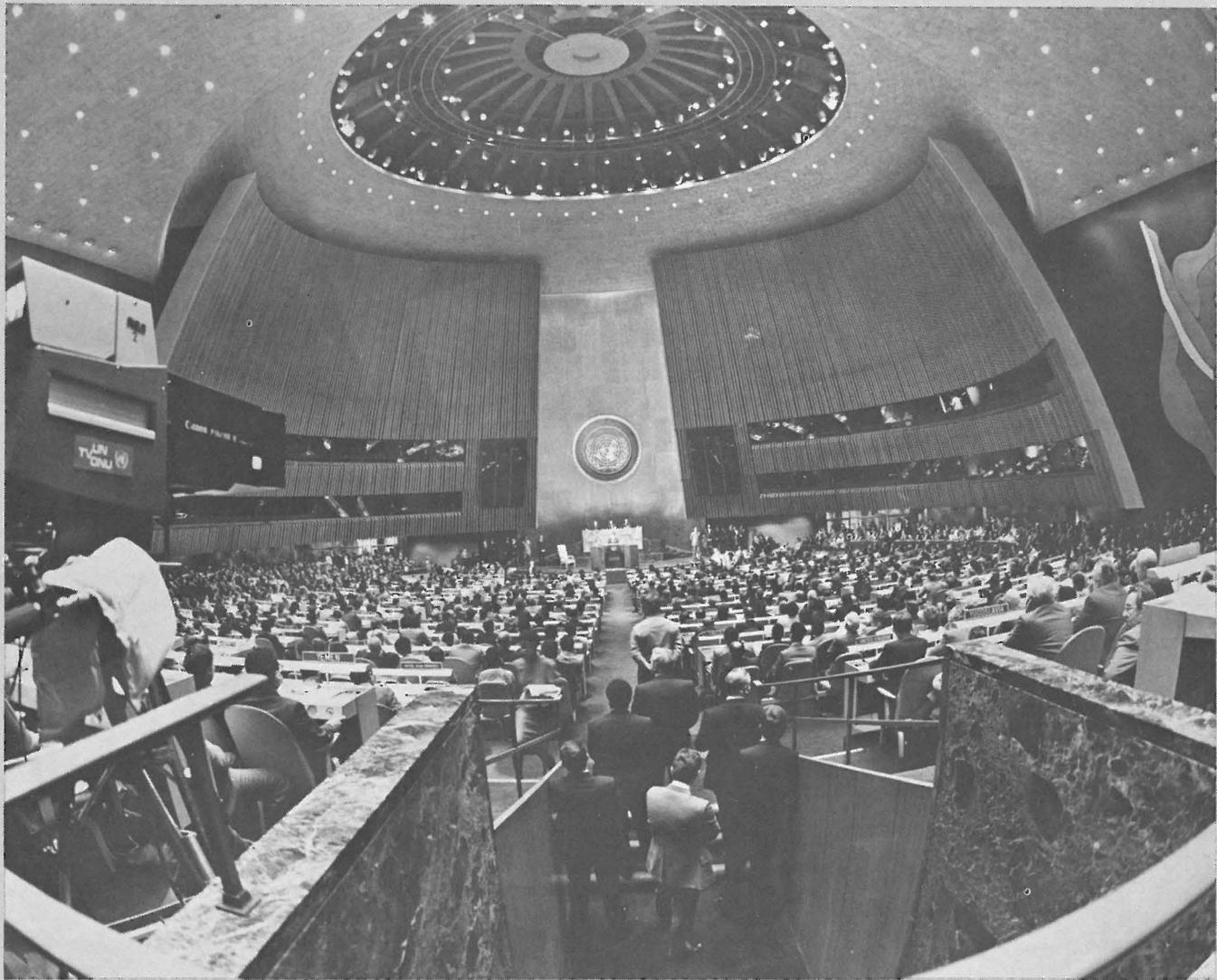


Photo: NU/Milton Grant

Assemblée générale des Nations Unies.

## La Conférence des Nations Unies d'Engagement Envers les Activités de Développement

Selon la résolution 32/197 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1977, *la Conférence ordinaire annuelle des Nations Unies d'engagement envers les activités des Nations Unies en faveur du développement* a eu lieu au Siège de New York. Le but de la Conférence est de s'assurer du volume total des contributions aux activités opérationnelles de développement que les Gouvernements participants sont disposés à apporter pour l'exercice suivant.

A la Conférence d'engagement, les

contributions sont annoncées pour les différents programmes et fonds, incluant celles pour le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

La Résolution 38/104 de l'Assemblée générale lançait un appel à tous les Etats membres afin de contribuer au Fonds fiduciaire de l'Institut dans le but d'assurer le financement régulier et effectif de son programme et de ses activités.

A la Conférence d'engagement de 1984 des Nations Unies pour les activités de développement, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation du 7 au 8 novembre 1984, dix-huit Etats membres ont annoncé leurs contributions pour 1985, pour un montant total de US\$458,289.

Depuis la création de l'Institut, quarante-neuf Etats membres ont contribué à son Fonds fiduciaire. Il s'agit de pays industriels développés et de pays en voie de développement.

# L'Assemblée Générale Approuve les Statuts de l'INSTRAW

Suite à une résolution présentée à l'origine par l'Argentine au Troisième Comité le 15 novembre 1984, et co-parrainée par 43 pays, la 39ème Assemblée générale a unanimement approuvé les Statuts de l'INSTRAW, reconnaissant ainsi légalement l'Institut comme un organisme autonome de plein droit au sein du système des Nations Unies.

La résolution **a noté avec satisfaction** le programme d'activité de l'INSTRAW, "qui constitue un apport de grande valeur au rôle croissant des femmes dans le processus de développement à tous les niveaux et est exécuté en collaboration avec les organisations appartenant au système des Nations Unies".

Elle **a souligné** l'importance des programmes concernant les femmes et les relations économiques internationales; elle **a demandé** à l'Institut de tenir compte des tendances actuelles de la recherche et de la formation dans le domaine des femmes et du développement, pour la préparation de ses activités futures; elle **a invité** les gouvernements et les organisations intergouvernementales à contribuer au Fonds fiduciaire des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, en vue d'accroître l'importance de la recherche et de la formation pour la promotion de la femme; elle a également **prié** le Secrétaire général de continuer à soutenir l'Institut, particulièrement dans ses activités orientées vers l'obtention de fonds; elle **a aussi prié** le Secrétaire général de présenter un rapport sur les activités de l'Institut à l'Assemblée générale au cours de sa quarantième session; finalement, elle **a décidé** d'inclure dans l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session un point particulier intitulé "Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme".

Les pays qui ont co-parrainé la Résolution étaient les suivants: Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bolivie, Cameroun, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Fidji, France, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Indonésie, Jamaïque, Japon, Mali, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Pérou, Philippines, République Centrafricaine, République Dominicaine, Soudan, Sri Lanka, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre.

Photo: NU/Bachrach



Javier Pérez de Cuellar

## MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL A L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Les Nations Unies se sont engagées depuis longtemps envers l'objectif d'atteindre l'égalité des femmes. En reconnaissant les réalités changeantes de la situation économique et sociale internationale, cet engagement a pu s'élargir et a abouti à une vision plus exacte des perspectives d'avenir et des possibilités de promotion des femmes.

La création de l'INSTRAW au cours de la Décennie souligne, je crois, l'importance accordée à la recherche, la formation et l'information dans l'obtention de l'égalité pour les femmes. Je suis convaincu très sincèrement que les efforts considérables déjà entrepris par l'INSTRAW dans l'exécution de son programme de travail continueront à contribuer de façon significative à la satisfaction des besoins des femmes dans le cadre des buts du développement aux niveaux national, régional et international.

Je désire réitérer ma profonde reconnaissance envers la République Dominicaine pour avoir accueilli le Siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue. Il s'agit là d'une nouvelle et ferme confirmation de l'engagement déjà ancien de la République envers les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme.



## Concours pour la Réalisation de l'Emblème

Le concours pour la réalisation de l'emblème de l'Institut International des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) a pris fin le 12 septembre 1984 et deux dessins, sur un total de 910 concurrents, ont été déclarés gagnants.

Kathleen Rigby du Kenya, qui a remporté le premier prix, recevra 2.000 dollars et Marie Hanna Brunings du Surinam, gagnante du deuxième prix, obtiendra mille dollars pour son dessin.

Un jury composé de quatorze personnes qui a siégé à New York sous la présidence de Yasushi Akashi, Sous-Secrétaire général à l'information publique, a proclamé les noms des gagnantes le 12 septembre.

Sur les 910 dessins ayant participé au concours, oeuvres de dessinateurs et d'artistes de plus de cinquante pays, 97 qui représentaient le mieux les activités et fonctions de l'Institut ont été retenus par un comité de pré-sélection.

Les dessins qui ont fait l'objet de cette pré-sélection ont été réalisés par des artistes originaires des pays suivants: Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guyana, Italie, Kenya, Philippines, République Dominicaine, Surinam, Tanzanie, Tchécoslovaquie, Trinité et Tobago, Yougoslavie, Zaïre, ainsi que deux membres du Secrétariat des Nations Unies.

Les membres du jury étaient les suivants: Rocco Callari de l'Administration postale des Nations Unies (UNPA); Anwarul Chowdhury, représentant permanent adjoint du Bangladesh; Aase Danielsen, conseiller de la délégation permanente de la Norvège; Binta Diallo, du Département des Affaires économiques et sociales internationales (DIESA); Paul Bamela Engo, représentant permanent du Cameroun auprès des Nations Unies; Delphine Tsanga, en représentation de la Présidente du Conseil de l'INSTRAW;



Photo: NU/INSTRAW

Dessin de Kathleen Rigby que l'INSTRAW utilisera comme emblème officiel conjointement avec celui des Nations Unies.

Ignac Golob, représentant permanent de la Yougoslavie auprès des Nations Unies; Gisela Grunewald, chef de l'UNPA; Yasuke Mitomi, chef du Bureau d'arts graphiques du Département des Services de conférences des Nations Unies; Achola Pala Okeyo, du DIESA; Liliana Porter, artiste argentine; Oscar de la Renta, grand couturier; Annabelle Wiener, de la Fédération mondiale des Associations des Nations Unies (WFUNA) et Marie Zografou, conseillère de la délégation permanente de la Grèce.

Le dessin de Kathleen Rigby que l'INSTRAW a l'intention d'utiliser comme emblème officiel, ainsi que les 96 autres dessins, ont été exposés dans le Hall du bâtiment de l'Assemblée générale pendant tout le mois de novembre.



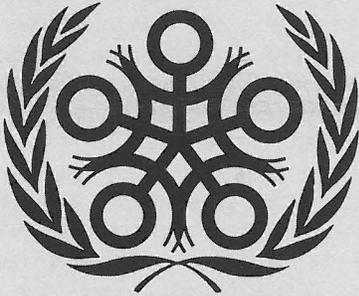
Photo: NU/INSTRAW

Membres du jury du Concours pour l'Emblème, au travail.



# 'Emblème Officiel de l'INSTRAW

Photo: NU/INSTRAW



Dessin de Marie Hanna Bruning, gagnante du deuxième prix.

L'exposition a été officiellement inaugurée le 1er novembre 1984 par M. Marcel Martin, Directeur des Services de radio et arts visuels des Nations Unies, du Département de l'information publique, qui a rendu hommage aux gagnantes et a brièvement résumé le rôle de l'INSTRAW.

Son Excellence, M. Paul Bame-la Engo, représentant permanent de la République unie du Cameroun, a ensuite pris la parole au nom de la Présidente du Conseil d'administration de l'INSTRAW, Mmes Delphine Tsanga. La clôture de la cérémonie a été réalisée par la Directrice de l'Institut.

On pense présenter l'exposition à Nairobi, à l'occasion de la Conférence mondiale pour la révision et l'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour la femme, ainsi qu'au siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue.

Son Excellence l'Ambassadeur, M. Paul Bame-la Engo se dirige au public présent à l'inauguration de l'Exposition sur l'Emblème de l'INSTRAW. A l'arrière-plan, de gauche à droite: Son Excellence l'Ambassadrice, Mme Julia Tavares de Alvarez, M. Marcel Martin et Mme Dunja Pastizzi-Ferencic.

## LETTRE DU SECRETAIRE GENERAL A LA GAGNANTE DU CONCOURS POUR L'EMBLEME DE L'INSTRAW

Chère Mme Rigby:

Je désire vous féliciter pour avoir obtenu le premier prix au concours international organisé par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) en vue de sélectionner l'emblème à être utilisé dans ses documents et publications.

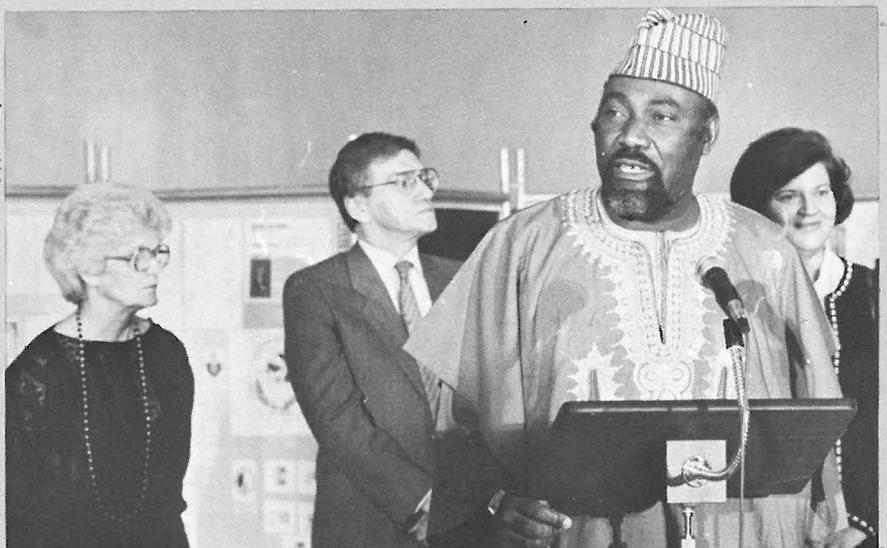
La conviction que "le développement doit promouvoir la dignité humaine" est exprimée dans la Charte de cette Organisation. Cependant, au cours des quatre décennies qui se sont écoulées depuis la rédaction de cette Charte, le monde n'a pas cessé d'évoluer. D'importants changements économiques et sociaux se sont produits qui ont mis à l'avant-plan des raisons et des applications qui ne dominaient pas à l'époque où les auteurs ont terminé la rédaction de la Charte. Ainsi, aujourd'hui nous apprécions mieux la contribu-

tion indispensable des femmes au progrès économique et social et la nécessité d'assurer que toutes les femmes puissent se réaliser pleinement. La création de l'INSTRAW constitue une reconnaissance fondamentale de la valeur et du caractère irréversible de cette évolution.

Je suis sûr que dans ses activités de recherche, de formation et d'information l'Institut pourra s'inspirer de l'emblème que vous avez créé et qui représente une importante contribution non seulement au travail de l'Institut mais aussi à tout le système des Nations Unies. Nous pouvons vous assurer de notre profonde reconnaissance et de nos sentiments les plus cordiaux.

Javier Pérez de Cuellar

Photo: NU/INSTRAW



## Journée Mondiale de l'Alimentation Dédiée aux Femmes dans l'Agriculture

La Journée mondiale de l'alimentation de 1984, axée sur le thème central "Les Femmes et l'Agriculture", était chargée d'un message tout particulier: accorder une plus grande attention au rôle et au bien-être des femmes en milieu rural. C'était un message de bienvenue aux femmes des milieux ruraux, étant donné que leurs efforts (elles produisent au moins 50% de l'alimentation mondiale) méritent davantage d'attention et d'appui. C'était aussi un message opportun puisqu'il s'agissait d'une contribution significative aux efforts faits pour commémorer la Décennie des Nations Unies pour la femme. Il est encourageant de savoir

que le message a été bien reçu dans le monde entier, où plus de 150 pays ont célébré la Journée mondiale de l'alimentation.

La Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le 16 octobre de chaque année, est aujourd'hui un mouvement mondial de base qui rend hommage à celles qui produisent la nourriture et qui, en même temps, fait prendre conscience au grand public de la nature et de l'ampleur du problème mondial de l'alimentation. Cependant, depuis sa création en 1979 par la 20ème Session de la Conférence de la FAO, c'est la première fois que la Journée mondiale de l'alimentation a été célébrée mondialement autour

d'un thème central unique, à savoir "Les Femmes et l'Agriculture". Ce thème a été choisi pour mieux faire comprendre que les femmes rurales dans les pays en voie de développement jouent de nombreux rôles et son non seulement femmes, mères, maîtresses de maison et salariées, mais aussi agricultrices.

Les célébrations de la Journée mondiale de l'alimentation en 1984 à travers le monde entier ont fait appel à des tables rondes, expositions, concours, séminaires et autres activités. A Bogota, en Colombie, les cérémonies étaient destinées tout particulièrement à rendre hommage aux dirigeantes paysannes; aux Philippines, il s'agissait d'un concours de potagers urbains et en Gambie de la vente promotionnelle d'aliments locaux produits par les femmes. Aux Etats-Unis et au Canada, plusieurs universités, reliées en téléconférence par satellite, ont discuté du problème de la faim dans le monde et de comment le résoudre. Des célébrations à échelle régionale ont eu lieu à Buenos Aires pour l'Amérique latine, à Bangkok pour l'Asie et à Nairobi pour les pays d'Afrique.

La Journée mondiale de l'alimentation a fait l'objet d'une attention toute particulière au Siège des Nations Unies. Elle a été fêtée le 19 octobre au cours d'une cérémonie spéciale qui a eu lieu dans la Salle de l'Assemblée générale. Ont fait usage de la parole au cours de la cérémonie le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général des Nations Unies, le Directeur général de la FAO, le Président de l'ECO-



Photo: NU/Saw Lwin

Femme cultivant un champ de légumes à Chapula, Zambie.

La FAO, dans son rapport au Séminaire, a mis l'accent sur l'insuffisance du travail d'extension et de formation des femmes et a cité l'exemple de l'Afrique où à peine 3.4% de tous les experts dans ce domaine sont des femmes et où les femmes représentent 15% seulement de la population étudiante dans les institutions d'enseignement agricole. En même temps qu'il réclamait l'amélioration du contenu des programmes de formation et d'extension pour les femmes rurales, le Séminaire a souligné qu'il fallait traiter la question de deux points de vue: voir la femme, d'une part, dans ses rôles multiples et d'autre part dans son rôle plus particulier de productrice d'aliments. Il a été recommandé à cet égard que le travail SOC et le Président du Groupe des 77.

Dame Nita Barrow, chargée de convoquer le Comité de Planification des ONG pour la Conférence mondiale de 1985 de la Décennie des Nations Unies pour la femme, a pris la parole pendant la cérémonie en représentation de la Conférence des Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Par ailleurs, un séminaire sur les femmes et l'agriculture s'est tenu le même jour à la Chambre du Conseil économique et social (ECOSOC), rassemblant les représentants des Gouvernements, des organisations appartenant au système des Nations Unies, des ONG et de la communauté éducative. Il était présidé par le Président de l'ECOSOC, Son Excellence l'Ambassadeur d'Autriche, M. Fischer. Le séminaire réuni sous les auspices de la FAO, était axé sur deux points de l'ordre du jour: le premier, la question du travail d'extension et de la formation des femmes dans l'agriculture, et le second, le renforcement de la coopération entre la FAO, les Gouvernements, le système des Nations Unies et les ONG pour préparer et mettre en application l'assistance technique et les projets d'investissement concernant les agricultrices.



Photo: NU/Ray Witting

Plantation du riz au Village Pra Khu, Thaïlande.

d'extension et la formation soient vraiment adaptés aux tâches et besoins spécifiques de la femme, récolte par récolte, selon les différentes étapes de la production et après avoir consulté les femmes agricultrices.

Les participants du Séminaire, reconnaissant pleinement l'importance des efforts des femmes rurales, ont signalé le fait que celles-ci sont souvent exclues des bénéfices des programmes qui dépendent du travail féminin. C'est pourquoi il a été reconnu que les femmes devraient participer pleinement à toutes les étapes du cycle du projet, c'est à dire à son identification, formulation, exécution et évaluation. A cette fin, on a mis l'accent à plusieurs reprises sur l'importance des principes directeurs et des listes de contrôle.

Comme l'a souligné le Président dans ses commentaires finaux, le Séminaire, réunion informelle dénuée des structures du protocole formel, a été le premier de ce genre aux Nations Unies. Le message du Séminaire était clair: la communauté et les responsables des politiques doivent, les uns comme les autres, se rendre compte de la nécessité d'adapter leurs politiques et programmes à la satisfaction des besoins spécifiques des femmes

agricultrices; celles-ci doivent recevoir le soutien économique et social indispensable pour accroître la production d'aliments et pour améliorer les conditions de vie en milieu rural. A cette fin, un autre message, très clair, du Séminaire était qu'il fallait de toute urgence améliorer la formation et le travail d'extension agricoles pour les femmes agricultrices.

#### **JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION EN REPUBLIQUE DOMINICAINE**

La Journée mondiale de l'alimentation en République Dominicaine a été célébrée par la FAO avec un symposium de deux jours sur "Le rôle de la femme dans l'agriculture", organisé au Siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue.

L'Institut a participé au symposium avec un document intitulé "Les femmes dans l'agriculture".

Une exposition de photos et d'affiches a été inaugurée la dernière journée du symposium au Museo de las Casas Reales. L'exposition incluait des photos et affiches envoyées à l'occasion d'un concours organisé par la FAO cette année, autour du thème "Les femmes dans l'agriculture".

# Quelques Activités de l'INSTRAW dans le Domain de l'Alimentation et de l'Agriculture

*La FAO et l'INSTRAW préparent de façon conjointe un Séminaire sur "L'évaluation de la situation de la femme dans le développement industriel: Listes de vérification et principes directeurs pour la promotion de projets agricoles au niveau national".* La réunion sera organisée en coopération avec l'Institut des études sur le développement (IDS) de l'Université de Helsinki, Finlande. Des cas seront présentés à la réunion en vue de pouvoir évaluer l'utilité des approches appliquées jusqu'à présent par les organisations bilatérales et multilatérales d'assistance technique aux programmes nationaux concernant les femmes. La réunion aura probablement lieu au cours du premier semestre de 1985.

*Les Femmes Rurales en Amérique Latine: Protagonistes Sociales de la Décennie Passée (Une Etude de la CEPAL).* Dans le cadre du programme de financement de la recherche entrepris par l'INSTRAW, il a été mené une étude sur le rôle et la situation de la femme dans les régions rurales de l'Amérique latine et des Caraïbes. (Pour l'étude complète, veuillez-vous référer au Doc. LC/R.370 (ECLAC).

L'étude tente d'établir une classification des familles productrices agricoles sur la base des différents domaines de l'économie et l'appartenance des types de familles à ces domaines. Cependant, l'étude signale que l'articulation des économies paysannes autour de l'agriculture orientée vers l'exportation commerciale a empiré la situation des femmes paysannes productrices d'aliments et a poussé la main d'oeuvre jeune féminine d'origine paysanne vers le secteur agro-industriel moderne et des conditions de travail salarié et de sécurité sociale généralement peu satisfaisantes. Le mécanisation de l'agriculture a non seulement réduit les besoins de main d'oeuvre en général et de main d'oeuvre masculine en particulier, mais a également restreint les possibilités d'emploi pour les femmes dans certains cas.

Bien qu'il soit reconnu actuellement que la participation des femmes est très importante dans la production agricole, il reste difficile de l'évaluer exactement. Ceci est également dû en partie au fait que les différents travaux exécutés par les femmes ne sont pas appréciés à leur juste valeur, à cause du manque de valorisation du travail non rémunéré.

L'étude conclut que les différentes catégories de femmes en milieu rural, ainsi que les changements auxquels elles sont soumises, devraient être classées et catégorisées des cas les plus généraux aux plus particuliers, afin de présenter une image objective de la femme rurale latinoaméricaine. Cette classification devrait constituer une matrice de données par sous-régions qui inclurait les principaux résultats de la recherche produite dans la région sur le sujet des femmes. Ceci permettrait de comprendre et d'éclaircir la situation des femmes et de prendre des mesures de politique concrète quant aux femmes dans l'agriculture.

*Vers des stratégies pour renforcer la situation de la femme dans la production alimentaire: une vue d'ensemble et des propositions pour l'Afrique,* tel est le titre d'une étude préparée par l'INSTRAW par le Dr. Achola Pala Okeyo, Chercheur de l'Institut des études sur le développement (IDS) de l'Université de Nairobi, Kenya.

Une introduction à l'étude, réalisée par Pala Okeyo, explique brièvement son contenu et présente l'information de base suivante concernant son travail: (Nous n'en présentons ici que quelques extraits).

— "Au cours des deux dernières décennies, les économies nationales africaines ont connu la stagnation, la croissance négative et même la détérioration de leur secteur alimentaire et agricole. Pour la majorité des pays cette période a été marquée par des déficits dans la production alimentaire, ce qui a mené à des pénuries périodiques et parfois prolongées et même carrément à la famine. Etant donné que le progrès technique pour l'amélioration de l'agriculture n'a pas répondu de façon satisfaisante aux besoins croissants d'aliments, plusieurs pays de la région continuent à dépendre de l'importation de produits alimentaires commerciaux, de l'aide alimentaire et du financement externe pour compenser les déficits alimentaires existants.

Lorsque l'on examine le problème de l'alimentation en Afrique, cinq caractéristiques principales s'en détachent clairement. Il s'agit de: 1) densités de production basses (comparées à l'Asie), ce qui limite l'utilisation des terres cultivables disponibles pour l'agriculture; 2) des économies relativement réduites avec des difficultés particulières pour assurer les ressources

humaines et financières nécessaires pour une production agricole gérée scientifiquement; 3) un héritage colonial profondément enraciné dans la structure de l'agriculture et qui détermine la faible priorité accordée à la culture de produits alimentaires dans la politique agricole nationale; 4) des sociétés agraires de petites exploitations agricoles dont le rendement détermine en grande mesure le produit interne brut; et 5) des conditions nocives au niveau de l'environnement (p.ex., la présence de la mouche tsé-tsé) qui limitent l'expansion de l'agriculture.

Ce document se base sur la prémisse que trop peu d'attention a été accordée au rôle de la femme dans la recherche de solutions aux problèmes alimentaires de l'Afrique. Cependant, en Afrique, peut-être plus encore que dans les autres régions du monde, les femmes ont toujours formé la colonne vertébrale de l'agriculture et de la production alimentaire. Comme leur productivité dans l'agriculture stagne de plus en plus ou se débilite à cause de la transformation des forces du marché, cela équivaut à une productivité en constante régression dans l'agriculture et dans la production d'aliments.

Par conséquent, l'heure est venue pour les Gouvernements africains qui doivent voir la détérioration de la situation alimentaire de l'Afrique comme un symptôme de la productivité décroissante des femmes, provoquée par l'expansion de la production commerciale au détriment des cultures alimentaires et par le faible taux d'investissement dans le secteur alimentaire. En outre, il s'agit maintenant d'oser investir dans l'amélioration de la situation des femmes dans l'agriculture, comme une partie intégrale de la stratégie qui vise à améliorer la production alimentaire dans le continent entier".

L'étude est divisée en trois sous-titres principaux:

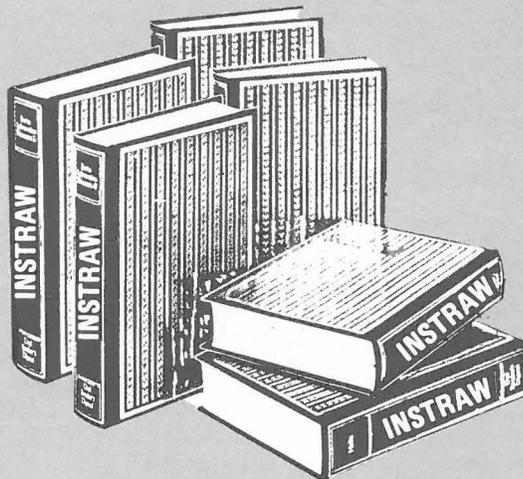
1. Le rôle des femmes dans l'agriculture alimentaire — Problèmes et contraintes principales de l'analyse.

2. Etude de l'impact des principales forces de transformation sur le rôle des femmes dans l'agriculture.

3. Options et stratégies de politique.

Une quatrième partie propose des actions de suivi possibles pour l'INSTRAW dans les domaines des politiques, la formation et la recherche.

# Publication de l'Institut Actuellement Disponibles



## I. Documents présentés au Conseil d'Administration

1. Conception et exécution du sous-programme d'information, de documentation et de communication de l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme. INSTRAW/BT/1982/CRP.1.

2. Rapport intérimaire et programme de travail sur l'amélioration des statistiques et des indicateurs sociaux relatifs à la condition de la femme (Notes du Secrétariat des Nations Unies). Bureau des Statistiques du Département des Affaires Economiques et Sociales Internationales. INSTRAW/BT/1982/CRP.2 (anglais seulement).

3. Stage de formation sur les principes et la planification de la participation active des femmes au développement. INSTRAW/BT/1982/CRP.3.

4. Mise au point d'un programme de bourses pour l'Institut. INSTRAW/BT/1982/CRP.4.

5. Rôle des femmes dans le nouvel ordre économique international et dans la Stratégie internationale pour le développement (proposition commune UNITAR/INSTRAW). INSTRAW/BT/1982/CRP.5.

6. Rôle de la femme dans la mise en oeuvre de la politique d'autonomie collective des pays en développement. INSTRAW/BT/1982/CRP.6.

7. Participation de l'Institut International de Recherche et de la Formation pour la Promotion de la Femme aux programmes du système des Nations Unies relatifs au rôle des femmes dans les stratégies alimentaires et la conservation des aliments après récolte. INSTRAW/BT/1982/CRP.7.

8. Les femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. INSTRAW/BT/1982/CRP.8.

9. Les politiques énergétiques et les femmes. INSTRAW/BT/1982/CRP.9.

10. Coopération avec les organisations non gouvernementales et les instituts académiques et philanthropiques. INSTRAW/BT/1982/CRP.10.

11. Programme de bourses de l'Institut. INSTRAW/BT/1983/R.4/Add. 1.

12. Coopération entre l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme et la Commission de la condition de la femme. INSTRAW/BT/1983/R.6.

13. Financement par des sources non gouvernementales, des sources philanthropiques et autres sources éventuelles. INSTRAW/BT/1983/R.6.

14. Rôle des femmes dans le nouvel ordre économique internationale développement. INSTRAW/BT/1983/CRP.1.

## II. Publications et documents de travail

1. Rapport technique sur la compilation d'indicateurs sociaux de la condition de la femme. (Institut et Bureau de la Statistique des Nations Unies). New York, 1984.

2. Amélioration des concepts et des méthodes de statistiques et indicateurs relatifs aux femmes. (Institut et Bureau de la Statistique des Nations Unies). New York, 1984.

3. Pochette distribuée à la presse à l'occasion de l'inauguration:

a) Article intitulé "A catalyst for change";

b) Faits "Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme";

c) Faits "Programme de travail de l'Institut pour 1982-1983";

d) Reportage intitulé "Women and Water";

e) Communiqué de presse du 4 août 1983;

f) Communiqué des presse du 11 août 1983.

4. Integration of women in development through technical cooperation among developing countries (TCDC) Nations Unies, New York, 1983.

5. International Drinking Water Supply and Sanitation Decade: Focus on Women. Document présenté pour

la Rencontre des Médias, Copenhague, 31 mai—1 juin 1983.

6. Participation of women in development and the use of water. Document présenté au Colloque international des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Zagreb, 23 au 28 mai 1983.

7. Participation of women in development. The role of the International Research and Training Institute for the Advancement of Women. Document présenté au Séminaire international sur la participation populaire, Ljubljana, 17 au 25 mai 1982.

8. Note d'information sur les femmes et l'économie "cachée", présentée pour le projet de l'Université des Nations Unies sous le titre provisoire de "Les ménages, le sexe et l'âge" par l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme (Rome, avril 1982).

9. Intégration de la femme à la planification du développement (Rapport du séminaire sur le même thème). INSTRAW/BT/1984/5.

10. Statistiques et indicateurs sociaux relatifs aux femmes. (Institut et Bureau de la statistique des Nations Unies, janvier 1984).

11. L'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme. Nations Unies, New York, 1983. Brochure No. 2.

12. Les femmes et l'énergie dans l'application du programme de Nairobi: rôle de l'INSTRAW (projet) New York, 1983.

13. Women's role in the service sector. Issues for discussion New York, août 1982.

14. Amélioration des statistiques et des indicateurs sur la condition de la femme. Saint-Domingue, juillet 1983.

15. Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme. Activités de formation: Aperçu des principes directeurs. INSTRAW. Juillet 1984.

L'INSTRAW a participé à :

## La Conférence Internationale sur la Population, Mexico, 1984

La Conférence internationale sur la population, sous les auspices du Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de population (FNUAP) et accueillie par le Gouvernement mexicain, s'est tenue à Mexico du 6 au 13 août 1984.

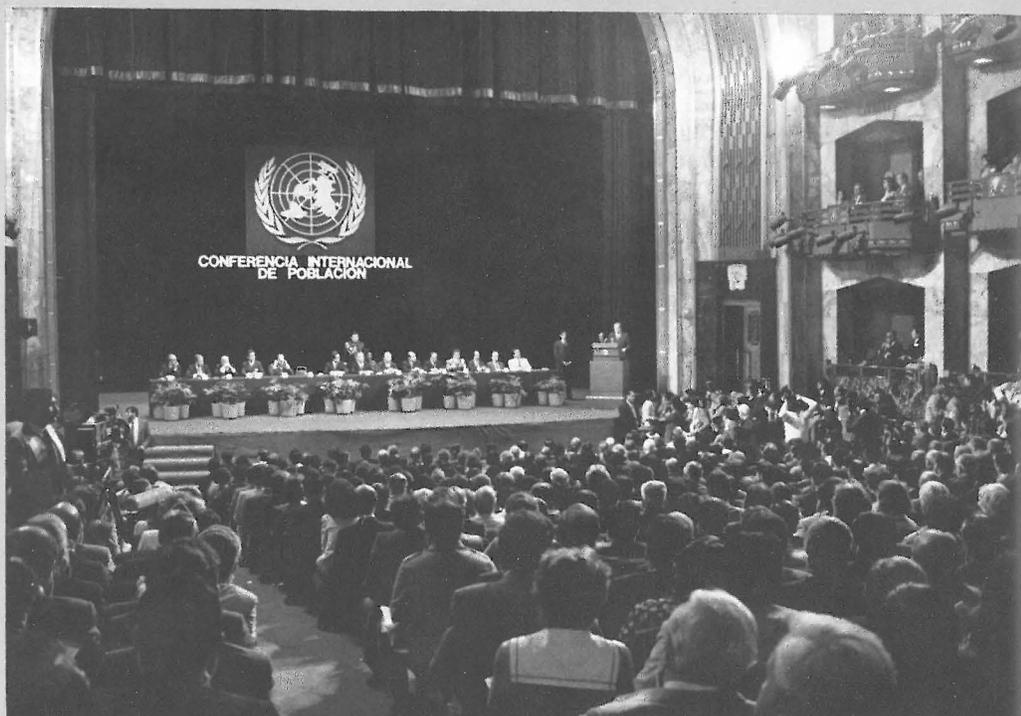
Le but de la Conférence était d'examiner les résultats du Plan mondial d'action pour la population, dix ans après la célébration, à Bucarest, de la Conférence mondiale sur la population (1974).

A cet égard, ses objectifs principaux étaient: a) renforcer et conserver l'élan déjà donné aux activités concernant les questions de population, b) définir les problèmes susceptibles de surgir afin de concevoir des mesures, c) entreprendre des programmes dans les secteurs où des résultats prometteurs n'ont pas encore été obtenus.

Les travaux essentiels de la Conférence ont débuté par un débat général en séance plénière et par les discussions au sein d'un Comité Principal qui aboutiraient à la rédaction des documents concernant les conclusions de la Conférence.

L'INSTRAW était représenté à la Conférence par Mme Ifigenia Martínez, conseillère de l'Institut qui travaille actuellement, en sa qualité d'économiste, avec la Commission consultative de politique extérieure à Mexico, et Mme Lilly Morgan, conseillère de l'Institut en matière d'information publique.

Mme l'Ambassadeur Martínez a fait un exposé au nom de l'INSTRAW où elle a souligné les liens étroits et l'interdépendance qui existent entre la population, le processus de développement et les questions connexes dont il faut tenir compte, telles que la fertilité, morbidité, mortalité, productivité et capacité de la planète de nourrir toute sa population. Ces différentes dimensions de la population, dit-elle, affectent la femme dans ses multiples rôles au sein de la famille, la communauté et la société. Elle a expliqué



Inauguration de la Conférence internationale sur la population, Palais des Beaux-Arts, Mexico.

que l'Institut considère le rôle de la femme au sein de la société comme une partie intégrale du processus de développement socio-économique. Il faut donc, a-t-elle ajouté, essayer de rendre la participation des femmes au développement plus productive et plus rentable en tenant compte de leurs besoins et de leur participation à toutes les étapes d'un projet, depuis sa planification jusqu'à son exécution.

Elle a fait part à la Conférence du programme de l'Institut concernant les indicateurs sur la condition de la femme et les principales statistiques connexes. A cet égard, dit-elle, on a répété à plusieurs reprises lors de la préparation de la Conférence internationale sur la population qu'il était important de développer les statistiques et les indicateurs sur la condition de la femme. Elle a également mentionné les consultations qui ont eu lieu avec le FNUAP visant à une coopération future dans ce domaine.

Elle a exprimé sa satisfaction du fait que la documentation de base préparée par la Conférence accorde une place de choix à cet aspect.

Les recommandations votées par la Conférence portant directement sur l'amélioration de la situation de la femme concernaient la totale intégration de la femme à toutes les phases du processus de développement, y compris la planification, la formulation et la prise de décisions; la libre participation de la femme à la vie laborale et sa participation totale à la vie économique, sociale et culturelle, ainsi que l'accès à l'éducation, la formation et l'emploi. Par ailleurs, il a été recommandé que les politiques touchant à la population découragent les maternités précoces et stimulent par le biais de l'information, l'éducation et la communication, la participation active de l'homme dans tous les domaines de la responsabilité familiale. (Pour avoir toutes les recommandations, reportez-vous à E/Conf/76/5).

# Réunions Régionales Préparatoires de la Conférence Mondiale pour Réviser et Evaluer la Décennie des Nations Unies pour le Femme, à Nairobi

Au cours de l'année 1984 quatre réunions régionales supplémentaires ont eu lieu afin de préparer la Conférence mondiale pour réviser et évaluer la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui aura lieu à Nairobi en 1985.

La *Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement* a eu lieu à Arusha, Tanzanie, du 8 au 12 octobre.

Mervat Tallawy, Chef de recherche et de formation, a assisté à la Conférence en qualité d'observatrice et a prononcé un discours au nom de l'Institut.

Les principaux objectifs de la Conférence étaient les suivants: a) réviser les progrès obtenus dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos pour l'application de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, et plus particulièrement quant à ses aspects ayant trait aux femmes africaines; b) évaluer les résultats en Afrique de la Décennie des Nations Unies pour la femme, et c) évaluer les stratégies orientées vers le futur en vue d'accélérer l'intégration des femmes au développement en Afrique jusqu'à l'an 2.000.

La réunion a été inaugurée officiellement par le Président Nyerere de la Tanzanie.

La deuxième réunion, convoquée par la Commission économique européenne, était le *Séminaire sur le rôle économique de la femme dans la région de la Commission économique européenne*, réalisé à Vienne du 15 au 19 octobre 1984.

Son propos était d'avoir un échange de vues et d'analyser les problèmes concernant le rôle économique des femmes dans les pays de la région, en insistant particulièrement sur le développement depuis le début des années 80.

Le séminaire a traité en profondeur

des problèmes spécifiques liés au rôle économique de la femme, incluant: a) Les changements récents qui affectent le rôle économique de la femme dans les pays de la région; b) la participation dans la force de travail, l'emploi et le chômage; c) aspects sectoriels et professionnels de l'emploi des femmes, et d) conclusions et implications au niveau des politiques à appliquer.

L'Institut était représenté par Mervat Tallawy, Chef de recherche et de formation et Mechtild F. Petritsch-Holaday, Consultant.

La troisième réunion était la *"Réunion latino-américaine et caraïbe préparatoire de la Conférence mondiale pour réviser et évaluer la Décennie des Nations Unies pour la femme"*, convoquée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), à La Havane, Cuba, du 19 au 23 novembre 1984.

Les points principaux à son ordre du jour étaient: a) Rapport du Président de la Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement socio-économique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, août 1983); b) révision critique et évaluation des progrès obtenus et des obstacles rencontrés dans la poursuite des buts et objectifs de la Décennie internationale des femmes: égalité, développement et paix, et sous-thèmes: emploi, santé et éducation; c) élaboration de stratégies pour la promotion des femmes jusqu'à l'an 2.000 et mesures concrètes pour vaincre les obstacles à l'accomplissement des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, et sous-thèmes: emploi, santé et éducation.

Vilma Espín de Castro, membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW, a été élue Présidente de la Réunion.

L'INSTRAW était représenté à cette réunion par la Directrice de l'Institut, Mme Dunja Pastizzi-Ferencic.

La quatrième réunion a été convoquée par la Commission économique pour l'Asie occidentale. Il s'agit de la *"Réunion régionale préparatoire de la Conférence mondiale pour la Décennie des Nations Unies pour la femme"*, qui a eu lieu à Bagdad, en Iraq, du 3 au 6 décembre 1984.

Deux documents de travail ont été présentés à la réunion: a) "Les progrès accomplis dans la situation de la femme en Asie occidentale (1976-1984)" et b) "Stratégie pour la promotion des femmes arabes dans la région de la Commission économique pour l'Asie occidentale jusqu'à l'an 2.000".

L'INSTRAW a envoyé un message à cette réunion mettant en relief le programme de travail et les activités de l'Institut, incluant deux projets réalisés conjointement avec la Commission économique pour l'Asie occidentale: le Séminaire sur la femme et la planification nationale, et le Projet d'évaluation de l'emploi des femmes dans la région de l'Asie occidentale.

Photo: NU/INSTRAW





## Aidez-nous à Construire la Route qui Mène à l'Intégration de la Femme au Développement

Le progrès des nations est mesuré par, entre autres choses, la recherche scientifique entreprise pour accroître la prospérité et le bien-être de la population. Cependant, dans la pratique, les activités de recherche et de formation concernant les femmes ne sont généralement pas considérées comme des priorités méritant des mesures urgentes.

La poursuite d'un développement soutenu et du progrès de toutes les nations ne peut se concrétiser que si toute la population y est intégrée. Une participation insuffisante, inadéquate ou inégale des femmes au développement ne produirait que des résultats partiels étant donné que les femmes constituent 52% de la population mondiale, soit plus de la moitié.

Consciente de cette énorme brèche qui existe dans le monde entre le progrès d'une nation et l'intégration de sa population féminine à son processus de

développement, l'Organisation des Nations Unies a décidé de créer l'Institut International des Nations Unies de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), suite aux recommandations de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (tenue à Mexico en 1975).

L'Institut a de nombreux programmes de recherche et de formation pour la promotion de la femme dans des domaines comme les statistiques et les indicateurs, la planification du développement, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, ainsi que les relations économiques internationales et des programmes d'information, de documentation et de communication.

Quarante-neuf pays ont exprimé leur foi dans l'importance des activités de l'INSTRAW et de son rapport direct avec la capacité de développement en donnant leur appui à son oeuvre.

Nous vous prions de vous joindre à eux, car votre compréhension, soutien et confiance dans les programmes de l'INSTRAW sont d'une importance vitale

**Les femmes ont beaucoup fait pour l'humanité, qu'allez-vous faire pour elles?**

**VEUILLEZ NOUS FAIRE PARVENIR VOTRE CONTRIBUTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES FONDS DE L'INSTRAW A LA SIEGE DES NATIONS UNIES A NEW YORK, OU A LA SIEGE CENTRALE DE L'INSTRAW A SAINT-DOMINGUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE, A LA DRESSE CI-JOINTE: BOITE POSTALE 21747.**

**Téléphone et télécopie:  
(809) 685-2111.  
Telex 3264280.**



## Les Membres du Conseil d'Administration



### PRESIDENTE DU CONSEIL:

1979-1982; second mandat 1982-1985:

**Delphine TSANGA** (République du Cameroun), Ministre des affaires sociales de son pays depuis 1975 et présidente du Conseil national des femmes camerounaises depuis 1964; présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration des femmes au développement, depuis mars 1979; membre de l'Assemblée législative de la République-Unie du Cameroun depuis 1965.

1979-1982;

Second mandat 1982-1985:

**Gulzar BANO** (Pakistan), Secrétaire fédérale de la Division des femmes, Secrétariat d'Etat du gouvernement du Pakistan; ex-administratrice déléguée du Conseil d'Administration des Caisses centrales de bienfaisance et de prévoyance sociale des employés et membre de plusieurs organisations d'assistance sociale au Pakistan.

**Ester BOSERUP** (Danemark), économiste, spécialiste et professeur de développement agricole et économique international; pionnière des études concernant le rôle de la femme dans les pays en développement; membre de la Commission des Nations Unies pour la planification du développement; auteur des publications suivantes: **Les conditions de la croissance agricole; Le rôle des femmes dans le développement économique; et L'intégration des femmes dans le développement.**

**Vilma ESPIN DE CASTRO** (Cuba), membre du Conseil d'Etat et député de l'Assemblée générale de Cuba; membre du Comité central du Parti communiste cubain depuis 1965; présidente de la Fédération des femmes cubaines (FMC) depuis 1960; vice-présidente de la Fédération internationale démocratique des femmes depuis 1973.

**Vida TOMSIC** (Yougoslavie), membre de la Présidence de la République socialiste de la Slovénie et présidente du Conseil des relations internationales de cet organisme; professeur de droit familial à la Faculté de droit de l'Université de Ljubljana; auteur de **Femmes, travail, famille, société.**

1983-1986:

**Suad Ibrahim EISSA** (Soudan), présidente du Comité d'éducation et de recherche scientifique de l'Assemblée nationale du peuple. Elle possède une vaste expérience dans le domaine de la promotion de l'éducation de la femme au Soudan. Fondatrice de la première institution d'enseignement secondaire privé pour filles de Khartoum. Membre du bureau exécutif de l'Union des femmes du Soudan et membre fondateur du bureau exécutif de l'Organisation scientifique Bakir Badri pour les études féminines, organisation visant à promouvoir la participation des femmes soudanaises au développement, particulièrement dans les zones rurales. Elle a participé à de nombreux séminaires, conférences et ateliers tant au Soudan qu'au niveau international. Elle a entrepris de nombreuses études de recherche concernant la condition de la femme au Soudan, plus particulièrement dans le domaine éducatif.

**María LAVALLE URBINA** (Mexique), représentante du Mexique auprès de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des Etats américains (OEA). Présidente de la Commission de justice du Sénat. En 1963, elle a été nommée Femme de l'année à Mexico pour ses efforts en faveur des femmes. En 1980, elle figurait sur la liste des 10 femmes qui ont marqué les années 80. En 1973, elle a reçu le prix des Nations Unies pour son travail éminent en faveur des droits de l'homme. Elle possède une longue expérience éducative et juridique et participe activement à la défense des droits de la femme au Mexique. Elle a représenté le Mexique à de nombreuses conférences régionales et internationales, notamment auprès de la Commission des Nations Unies pour la condition de la femme. Le Mexique et plusieurs autres pays latinoaméricains ont reconnu officiellement ses mérites dans le domaine juridique.

**Helen STAMIRIS** (Grèce), membre du Conseil d'administration de l'Institut méditerranéen des études féminines à Athènes. Elle possède une vaste expérience et une connaissance profonde des questions féminines et en particulier des programmes

concernants les femmes immigrantes et réfugiées. Elle a participé à des groupes d'études, des comités et des conférences sur les politiques d'immigration, les problèmes des travailleurs migrant et les relations entre différentes cultures et groupes ethniques. Dans le domaine des services sociaux, elle a contribué à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un projet de système centralisé de services sociaux pour la zone métropolitaine de Montréal, au Canada. Ce nouveau système intègre tous les services sociaux, médicaux et communautaires. Helen Stamiris a également collaboré avec plusieurs gouvernements en tant que consultante en matière de politiques et programmes de services sociaux.

1984-1987:

**Daniela COLOMBO** (Italie) possède une vaste expérience dans le domaine des questions féminines et du développement. Elle est la fondatrice et vice-présidente exécutive de l'Association italienne pour les femmes et le développement (AIDOS). Membre de la Commission pour l'égalité dans l'emploi du Ministère italien du travail. Représentante de l'Italie auprès du Comité consultatif de la Commission économique européenne pour la promotion de la femme en Europe. Elle a participé à de nombreuses conférences internationales sur les questions féminines. Ses études de recherche, articles et essais traitent du rôle économique de la femme dans les sociétés avancées et moins avancées. Daniela Colombo est également productrice de programmes de radio et de télévision sur la situation de la femme en Italie et dans d'autres pays.

**Zhor LAZRAC** (Maroc). Professeur de l'Institut universitaire de recherche scientifique et éducatrice professionnelle. Elle est engagée depuis longtemps dans des activités ayant trait aux femmes, à la jeunesse et à la culture. Zhor Lazrak a été présidente de l'Association pour la protection de la famille marocaine, a participé à de nombreuses réunions aux niveaux national, régional et international sur la femme, la jeunesse et la culture et est l'auteur de plusieurs articles sur ces thèmes.

**Achie SUDIARTI LUHULIMA** (Indonésie). Directrice des projets dans les domaines de la promotion des ressources humaines pour la recherche et le développement. Elle dirige des ateliers de recherche et de formation au développement pour les administrateurs et chercheurs des centres et institutions de recherche et de développement, les ministères, organismes non-ministériels, universités et industries. Elle possède une vaste expérience dans le domaine des politiques scientifiques, l'élaboration des programmes nationaux de développement et la planification à longue échéance. Achie Sudiarti Luhulima est l'auteur de nombreux articles sur la politique scientifique et la planification, plus particulièrement en Indonésie, la promotion des ressources humaines, de l'organisation scientifique et de la recherche en Indonésie.

### MEMBRES DE DROIT DU CONSEIL

Un représentant du Secrétaire général • Le Directeur de l'Institut • Un représentant des commissions économiques régionales des Nations Unies • Un représentant de la République Dominicaine.

## INSTRAW-NOUVELLES

est le bulletin informatif de l'Institut et ses activités dont la publication se fait trois fois par an.

Distribué gratuitement, le bulletin est publié en anglais, espagnol et français.

Pour l'obtenir, veuillez vous adresser à la siège de l'INSTRAW:  
Avenida César Nicolás Person 102-A  
(ou à la boîte postale 21747)  
Saint-Domingue,  
République Dominicaine  
Téléphone (809) 685-2111  
Télex 3264280 WRA SD

Bureau d'appui à New York:  
Chambre 2914 F, Nations Unies,  
New York, N.Y. 10017  
Téléphone: (212) 754-5682

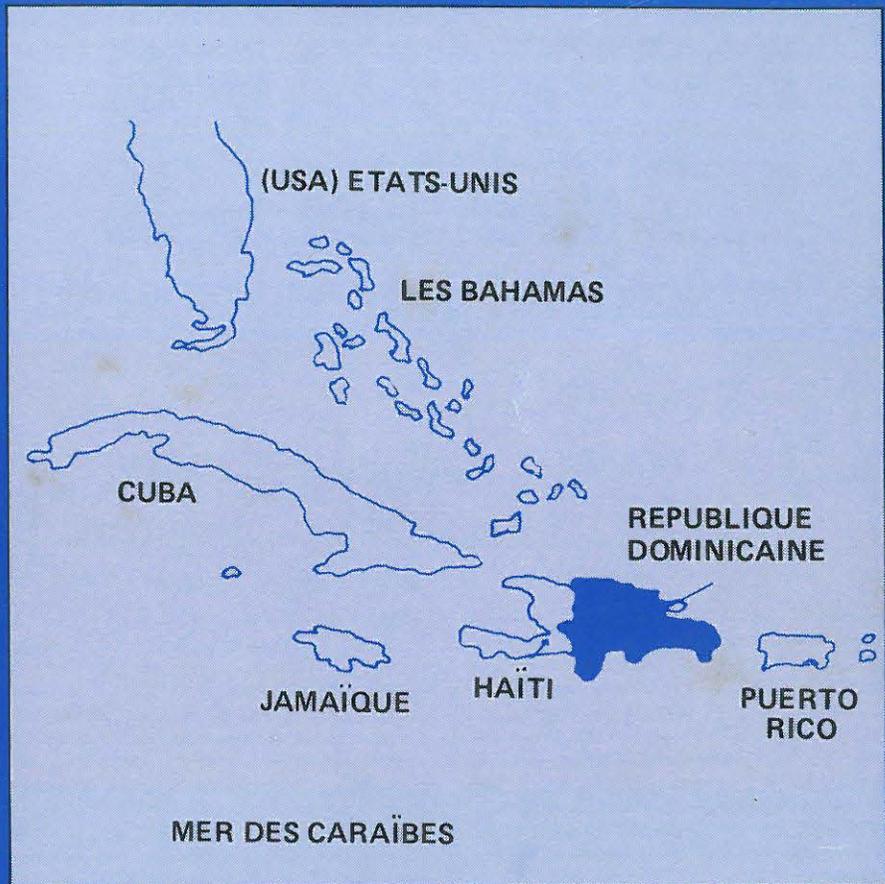


Photo: INSTRAW



Siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue  
Imprimé en République Dominicaine

P.I./002/500/F/Décembre/1984